



## **Consultation publique de la CRE relative aux conditions d'accès aux réseaux de transports de gaz des consommateurs gazo- intensifs**

### **Réponse commune de l'AFG, de l'AFIEG et de l'ANODE**

*9 septembre 2013*

#### **Préambule**

En premier lieu, l'AFG, l'AFIEG et l'ANODE tiennent à souligner que leurs membres ont été très surpris de découvrir, durant l'été, le lancement d'une consultation relative à l'accès aux réseaux de transport des consommateurs gazo-intensifs alors même que le sujet n'a pas fait l'objet de discussions au sein de la Concertation Gaz. L'AFG, l'AFIEG et l'ANODE regrettent que les bonnes pratiques associées à l'exercice de la régulation n'aient pas été appliquées dans le cadre de la présente consultation. L'AFG, l'AFIEG et l'ANODE demandent donc à ce que ce sujet fasse l'objet d'une phase de concertation dans les prochaines semaines, avec l'organisation de deux réunions du groupe de travail adéquat sur une période d'un mois afin d'échanger sur les options proposées par la CRE et éventuellement sur des propositions alternatives des acteurs du marché. L'organisation de tables rondes permettant aux acteurs de marché de s'exprimer devant le collège des Commissaires de la CRE est également une bonne pratique qui devrait être systématique pour les problématiques ayant un impact significatif sur le fonctionnement du marché.

De plus, les membres de l'AFG, de l'AFIEG et de l'ANODE s'interrogent sur la pertinence de la date de publication de la consultation dans la mesure où le décret précisant les seuils d'éligibilité au statut de « gazo-intensif » et listant les sites concernés n'est pas encore connu. L'AFG, l'AFIEG et l'ANODE considèrent que l'existence de ce décret est nécessaire pour aboutir à une réflexion efficace sur ce dossier. L'incertitude quant à la date de

publication de ce décret<sup>[1]</sup>, conjuguée à l'urgence d'une commercialisation pluriannuelle des capacités Nord/Sud doivent conduire à ce que les règles d'allocation de ces capacités soient établies rapidement, sans discrimination entre consommateurs<sup>[2]</sup>, quitte à ce que l'accès privilégié des sites gazo-intensifs aux réseaux de transport et de distribution se matérialise ultérieurement selon des modalités à discuter dans le cadre de la Concertation Gaz.

En l'absence de ce texte, les membres de l'AFG, l'AFIEG et de l'ANODE estiment qu'il est extrêmement compliqué de se prononcer sur la détermination d'une quelconque option.

Enfin, la proposition relative à l'affermissement de 40 GWh/j de capacités interruptibles n'a jamais été mentionnée lors des précédentes réunions du groupe Concertation Gaz bien qu'ayant un impact significatif sur le fonctionnement du marché. L'AFG, l'AFIEG et l'ANODE considère que cette mesure ainsi que ses conséquences doivent dans un premier temps être analysées en tant que telles sans lien aucun avec la problématique des gazo-intensifs.

Dans ce contexte, l'AFG, l'AFIEG et l'ANODE sont défavorables aux deux options mentionnées dans la note technique. Cette réponse a pour objet d'indiquer les raisons pour lesquelles aucune des deux options ne peut être retenue.

**Question 1 :** Etes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

L'AFG, l'AFIEG et l'ANODE ne sont pas favorables à cette option et ce pour différentes raisons.

Dans un premier temps, l'AFG, l'AFIEG et l'ANODE souhaitent souligner qu'il n'est pas pertinent de lier la pérennité du mécanisme proposé à l'orientation prise concernant la fusion des places de marché Nord et Sud. En effet, le rattachement contractuel des sites gazo-intensifs de la zone Sud à la zone Nord ne garantit en rien la validation du processus de fusion des zones. Les sujets relatifs aux gazo-intensifs, d'une part, et à la fusion des zones, d'autre part, doivent être traités de manière distincte.

Au vu de la note technique, l'option 1 possède le désavantage d'entraîner des pertes financières pour GRTgaz estimées à 4M€. Aucune indication n'est donnée sur les mesures permettant de combler ce déficit et si une évolution du tarif pourrait intervenir. L'AFG, l'AFIEG et l'ANODE s'opposent à ce que l'ensemble des expéditeurs soient mis à contribution pour combler les pertes associées à cette option. En outre, cette mesure introduit un traitement différencié et discriminatoire entre expéditeurs qui n'est pas acceptable. Une discrimination existe également au sein même de la communauté des gazo-intensifs dans la mesure où l'option ne s'appliquerait ni aux sites fortement modulés ni à ceux raccordés aux réseaux de distribution (en contradiction potentielle avec la loi). La note technique devance le contenu du futur décret dont l'objet est bien de définir les sites gazo-intensifs.

Le niveau de modulation est également un enjeu fort pour se prononcer sur cette option. Si les sites gazo-intensifs modulés sont finalement concernés par l'option 1, les membres de

---

<sup>[1]</sup> Voir l'incertitude sur la validité juridique d'ensemble du statut « gazo-intensifs »

<sup>[2]</sup> ce qui serait porteur, dans le cas contraire, d'une insécurité juridique manifeste

l'AFG, l'AFIEG et de l'ANODE s'interrogent sur le moyen d'assurer leur modulation : il est a priori préférable que cette modulation soit assurée par des stockages dans la zone Sud que les sites gazo-intensifs auront préalablement souscrits.

L'option 1 propose d'affermir 40 GWh/j de capacités Nord vers Sud actuellement interruptibles, au 1er avril 2014. Cette mesure, si elle était retenue, aurait pour conséquence directe de réduire le niveau des capacités interruptibles disponibles pour les autres expéditeurs. De plus, dans sa note technique, la CRE semble considérer que la réservation de 40 GWh/j de capacités affermies pour cette option serait sans conséquence pour le marché alors qu'il s'agit d'une véritable perte d'opportunité pour les expéditeurs. Enfin, l'AFG, l'AFIEG et l'ANODE s'interrogent sur la méthodologie retenue par la CRE pour déterminer à 40 GWh/j le niveau de capacités fermes dédié au mécanisme de l'option 1 alors que le périmètre des sites éligibles n'est pas encore connu. C'est pourquoi l'AFG, l'AFIEG et l'ANODE réclament davantage de transparence sur la fixation de ce niveau.

Si, comme le propose l'option 1, les sites gazo-intensifs sont rattachés à la zone Nord, cette option pose problème les jours où la capacité physique de la liaison est inférieure à 40 GWh/j : GRTgaz est-il obligé d'acheter au PEG Sud (et à quel prix ...) pour alimenter les sites gazo-intensifs ? Dans ce cas, qui paiera le surcoût de GRTgaz au final ?

**Question 2 :** Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette première option ?

De nombreux arguments techniques restent en suspens et n'ont pu faire l'objet de discussions entre les acteurs du marché dans le cadre de la Concertation gaz.

**Question 3 :** Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

Comme indiqué en préambule, l'AFG, l'AFIEG et l'ANODE ne retiennent pas cette option comme une mesure acceptable pour le fonctionnement du marché.

En l'absence de définition des sites éligibles au statut gazo-intensifs, l'AFG, l'AFIEG et l'ANODE s'opposent à la coexistence de deux phases d'allocation qui permettra à certains acteurs de bénéficier d'un accès à la capacité au tarif régulé alors que la majorité des expéditeurs seront soumis aux résultats issus des enchères. L'AFG, l'AFIEG et l'ANODE estiment qu'un tel mécanisme est de nature à biaiser ces résultats menaçant ainsi l'efficacité économique de l'ensemble du système.

Comme évoqué précédemment, l'AFG, l'AFIEG et l'ANODE rappellent que l'affermissement de 40 GWh/j de capacités, actuellement interruptibles, allouées lors de la phase 1 de commercialisation aux sites gazo-intensifs entraînent des conséquences négatives pour les acteurs de marché autres que les sites gazo-intensifs prioritaires. Cette disposition aura pour conséquence directe la réduction du volume disponible de capacités interruptibles et sera de nature à dégrader la valeur du produit. La capacité technique interruptible passerait alors de 220 GWh/j à 180 GWh/j. Entre le 01/01/2013 et le 21/08/2013, le niveau moyen de capacité technique effective a été de 328,5 GWh/j (source : [www.smartgrtgaz.com](http://www.smartgrtgaz.com)). Le taux de

réduction des capacités interruptibles était donc de 55% sur cette période ( $=100\% - [328,5 - 230] / 220$ ). En affermissant 40 GWh/j, le taux de réduction des capacités interruptibles augmenterait fortement jusqu'à 67,5% ( $=100\% - [328,5 - 270] / 180$ ) et pénaliserait les expéditeurs qui en sont déjà alloués.

L'AFG, l'AFIEG et l'ANODE s'étonnent que la note technique de la CRE ne donne aucune indication sur cette conséquence.

Par ailleurs, si la phase 1 est maintenue uniquement pour les sites gazo-intensifs, leur demande doit être plafonnée en fonction de leur niveau de consommation annuelle divisée par 365 jours et non en fonction de leur capacité de livraison. En effet, ne pas plafonner les demandes individuelles présente un risque significatif de spéculation sur le prix des capacités allouées par l'arbitrage du spread. Il existerait alors un risque réel de discrimination entre les sites gazo-intensifs de la zone Nord et ceux de la zone Sud.

De plus, l'analyse du niveau total de capacités commercialisées période par période tel que proposé par la note technique introduit une réelle discrimination entre expéditeurs participant à la phase 1 et ceux participant à la phase 2. En effet, alors que 40 GWh/j de capacités fermes et 23 GWh/j de capacités interruptibles seront proposées pour chaque année en phase 1, des volumes décroissants d'année en année sont prévus en phase 2. Ainsi, pour les années n+3 et n+4, il est prévu de commercialiser 25 % de la capacité disponible soit environ 38 GWh/j de capacités fermes et 23 GWh/j de capacités interruptibles. L'AFG, l'AFIEG et l'ANODE s'étonnent donc que le volume de capacités dédié à la phase 2 soit inférieur à celui prévu pour la phase 1 alors que cette dernière est réservée à un nombre limité et minoritaire d'acteurs.

En outre, l'analyse période par période montre également que le rapport entre le niveau de capacités commercialisées à la phase 1 sur le niveau total commercialisé est très supérieur à la part de marché des clients industriels en zone sud (rapport entre la capacité de livraison des clients industriels raccordés au réseau de transport et la capacité totale de livraison ajoutée de la capacité de sortie vers l'Espagne). Le niveau des capacités commercialisée entre industriels gazo-intensifs, clients, expéditeurs doit être établi de manière proportionnée pour répondre à une réalité en termes de volume.

La connaissance du périmètre des sites qui seront inclus dans la future réglementation est indispensable pour déterminer le bon niveau de capacités pouvant faire l'objet d'un accès prioritaire.

**Question 4 :** Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette seconde option ?

La note technique comprend un certain nombre de notions qui n'ont pas de signification propre d'un point de vue opérationnel. A titre d'exemple, la notion d'expéditeurs titulaires d'un contrat de raccordement mérite d'être précisée.

**Question 5 :** Avez-vous d'autres suggestions ou remarques ?

Les membres de l'AFG, l'AFIEG et de l'ANODE estiment qu'une vision claire et définitive des règles de commercialisation des capacités dans la zone Sud est nécessaire avant la fin octobre. A ce jour, la consultation organisée en juin dernier n'a donné lieu à aucune

délibération alors que les expéditeurs ont clairement exprimé leur besoin de visibilité sur le mécanisme retenu ainsi que sur les volumes de capacités commercialisés.

Il semble prématuré de déterminer dès aujourd'hui les règles permettant d'intégrer le statut de consommateur gazo-intensif. Aussi, les membres de l'AFG, l'AFIEG et de l'ANODE proposent que ce sujet fasse l'objet au plus vite d'une discussion au sein de la Concertation gaz afin de trouver une solution qui ne crée pas de discrimination et qui ne génère pas de difficultés opérationnelles.

En effet, les deux options proposées dans la note technique soulèvent de nombreux problèmes à la fois juridiques et opérationnels qui risquent de désoptimiser l'ensemble du système d'allocation des capacités.

L'AFG, l'AFIEG et l'ANODE appellent ainsi à ce que ce sujet fasse l'objet très rapidement d'un véritable travail de fond ainsi que de présentations approfondies dans le cadre de la Concertation gaz pour qu'une consultation avec l'ensemble des acteurs puisse être engagée dès aujourd'hui et dont les conclusions seraient affinées lors de la publication du décret. Dans un souci de respect des bonnes pratiques, l'AFG, l'AFIEG et l'ANODE sont aussi favorables à ce que ce sujet soit abordé en table-ronde devant le collège des Commissaires.